

LA PRÉSIDENTE

Paris, le 6 mai 2021

Madame,

Lors de sa séance plénière du 28 avril 2021, la Commission nationale du débat public (CNDP) vous a désignée garante du processus d'information et de participation du public jusqu'à l'ouverture de la PPVE sur le plan stratégique national (PSN) de la politique agricole commune (PAC).

Je vous remercie d'avoir accepté cette mission d'intérêt général sur ce projet emportant des enjeux environnementaux et d'aménagement du territoire fondamentaux et je souhaite vous préciser les attentes de la CNDP pour celle-ci.

La concertation continue sur ce projet a été décidée en application de l'article L.121-14 du Code de l'environnement, suite au débat public qui s'est tenu du 23 février au 3 avril puis du 1er septembre au 7 novembre 2020 garantie par une commission particulière du débat public présidée par Ilaria Casillo, et dont vous étiez membre. Comme l'indique l'article L121-14 CE, **après une concertation préalable ou un débat public décidé par la CNDP, si le maître d'ouvrage (MO) décide de poursuivre son projet, « la CNDP désigne un garant chargé de veiller à la bonne information et à la participation du public jusqu'à l'ouverture de la PPVE »**. Par conséquent, la concertation continue se poursuit sous votre égide à compter d'aujourd'hui.

Rappel des objectifs de la concertation continue:

Le champ de la concertation de suivi est particulièrement large et est présenté dans les articles L.121-1, L.121-1-1, L.121-14 et R.121-11 du Code de l'environnement. Son objectif principal est donc le *continuum* de l'information et de la participation du public entre les phases dites « amont » et « aval » d'association du public. Autrement dit, entre la fin d'une concertation préalable ou d'un débat public – le MO décidant de poursuivre son projet – et l'ouverture de la PPVE, **les publics doivent pouvoir suivre facilement les étapes d'avancement du projet ou du plan, y être associés pour participer, tout particulièrement à l'approche de décisions clés devant être prises par le MO, et surtout en être informés régulièrement.**

Cette lettre de mission vise à vous aider dans l'exercice de vos fonctions.

Votre rôle et mission de garante : prescrire, conseiller, servir de recours, rendre compte

Dans le cadre de l'article L.121-14 du Code de l'environnement, la définition des modalités et du calendrier de concertation relève de la responsabilité du seul MO. La CNDP ne peut légalement les valider, néanmoins vous devez rendre publiques vos préconisations et leur prise en compte par le MO.

Avec Gilles-Laurent RASSAC, désigné garant avec vous, vous êtes prescripteurs des modalités de la concertation : la responsabilité revient au MO de suivre vos prescriptions rendues publiques ou non. Vous ne sauriez donc, ainsi que la CNDP, être tenus responsable des choix du MO en matière de concertation, mais leur évolution vers un meilleur respect du droit dépend de vous.

Votre rôle doit s'appuyer sur trois éléments clés :

- les recommandations faites dans le compte-rendu du débat public,
- Les engagements pris par le MO relatifs aux mesures qu'il juge nécessaire de mettre en place pour répondre aux enseignements de la concertation préalable (L.121-13, L.121-16, R.121-9, R.121-24 CE),
- L'avis de la CNDP sur la qualité des réponses du MO et des parties prenantes rendu dans sa décision n°2020/ 79/ LFRP/ 11

Vous devez en particulier vous appuyer sur le tableau des réponses aux 1083 propositions issues du débat public, rempli par le MO et annexé à cette lettre. Il peut vous servir de guide pour amener le MO à remplir ses engagements et à s'aligner avec vos recommandations. Il peut également servir au public pour mesurer et suivre dans le temps les engagements pris par le MO.

Vous avez toute latitude dans la négociation avec le MO pour introduire de nouvelles préconisations permettant de continuer à garantir le droit à l'information et à la participation. Elle impliquera nécessairement un travail d'identification et de mobilisation des publics. La concertation continue ne saurait pas se résumer à une concertation avec, ou entre, les parties prenantes.

Il s'agit également d'amener le MO à **définir des formes d'information et de participation qui correspondent à la durée de ce continuum**, qui peut s'étaler sur un temps très long, et donc voir l'information et le sens de la participation se diluer :

- Veiller tout d'abord à que la concertation continue se base sur les résultats du débat public et travaillent sur les principaux enjeux issus de ce dernier ;
- clarifier aux publics les grandes étapes du calendrier à venir et donner un certain rythme à la démarche ;
- ajuster les outils en fonction de l'évolution du contexte ;
- assurer la complétude, l'accessibilité et l'intelligibilité des informations et documents transmis aux publics ;
- assurer les possibilités de contribution du public et d'échanges directs entre lui et le MO, la mise en débat de sujets qui méritent d'être approfondis, veiller à ce que des réponses soient apportées par le MO à toutes les questions, observations et propositions ;
- demander la production de tout document d'information complémentaire ou la mise à disposition de données, si cela vous semble nécessaire.

Si votre mission dure au-delà de 12 mois, elle sera rythmée par la publication de rapports intermédiaires annuels. Ces derniers sont de nature à rappeler le cadre légal et de principe de la concertation et à permettre aux publics de suivre les évolutions du projet et de la démarche de participation. Si nécessaire, vous pouvez rédiger des notes d'observation, qui ont pour but de rappeler aux organisateurs les engagements pris ou les règles de base de la concertation.

Durant toute la durée de votre mission, vous devez vous mettre à disposition des participant.e.s, être visibles et expliciter votre rôle. Le public doit pouvoir vous contacter directement, notamment par la diffusion de votre adresse mail. En effet, **vous constituez un recours possible en cas de désaccord** sur le déroulement du processus de concertation, sur la diffusion de l'information ou sur les expertises, avis ou études produites. Si vous êtes sollicités par des participant.e.s et si vous jugez que les réclamations sont fondées, vous devez les porter auprès du MO et des acteurs décisionnaires et exiger qu'il les considère. Si jamais vos recommandations ne sont pas prises en compte, vous devrez faire état de ces difficultés dans votre rapport (voir plus bas). Si les réclamations ne vous semblent pas fondées, vous répondez directement aux auteurs et expliquez votre position.

LA PRÉSIDENTE

Paris, le 6 mai 2021

Enjeux de la concertation identifiés au stade de la décision CNDP

La décision du 28 avril 2021 précise que la concertation continue doit :

- Concerner tous les points que le responsable du plan a renvoyé à la suite des négociations, en particulier de l'éco-régime,
- Permettre de définir le mécanisme de suivi des engagements pris par le responsable du plan dans le cadre du débat public,
- Poursuivre l'ouverture d'espaces de dialogue avec l'ensemble des parties prenantes et le grand public.

Conclusions de la concertation continue

Comme prévu par l'article L.121-14 du Code de l'environnement, vous remettrez à la CNDP à l'issue de votre mission un rapport final présentant la façon dont elle s'est déroulée. Ce rapport comporte une présentation des étapes de la concertation continue une synthèse des observations et propositions présentées, la méthodologie retenue pour mener la concertation sur le long terme, votre appréciation indépendante sur la qualité de la participation menée par le MO et, le cas échéant, mentionne les évolutions du plan qui résultent de ce processus. Il met l'accent sur **la manière dont le MO a pris en compte – ou non – vos prescriptions**. Ce bilan, après avoir fait l'objet d'un échange avec l'équipe de la CNDP, est transmis au MO et à la CNDP qui le publie sans délai sur leurs sites et est joint au dossier de la PPVE, conformément à l'article R.121-11 du Code de l'environnement.*

La CNDP vous confie donc une mission de prescription à l'égard du MO afin de veiller aux principes fondamentaux de la participation :

- le respect des principes du droit à l'information et à la participation du public reconnu par la réglementation française (Convention d'Aarhus, Charte de l'environnement, Code de l'environnement) ;
- tout en liaison avec le MO, l'exigence d'une totale indépendance et neutralité ;
- le respect des principes et des valeurs de la CNDP : indépendance, neutralité, transparence, égalité de traitement et argumentation.

Pour accomplir cette mission, la CNDP vous indemnise et vous défraie selon des montants fixés dans l'arrêté du 29 juillet 2019. La charge de l'organisation matérielle de la concertation revient au MO.

Relations avec la CNDP :

Il est nécessaire que nous puissions **conserver un contact étroit** afin que vous nous teniez informé.e.s régulièrement du bon déroulement de la concertation (qualité des documents produits pour les publics, définition des modalités de concertation, qualité des réponses apportées, sujets principaux et points de conflit potentiel, etc.). Le bureau de la Cndp se tient à votre disposition, notamment en cas de difficulté particulière liée à la concertation.

Enfin, de manière à vous permettre la meilleure prise en main de votre mission, vous avez été conviés à un temps d'échanges avec la CNDP. Marie-Liane Schützler, Salima Idriss et Juliette Rohde, seront vos interlocutrices au sein de l'équipe permanente de la CNDP et des échanges entre garant.e.s de suivi pourront être organisés au cours de votre mission.

Vous remerciant encore pour votre engagement au service de l'intérêt général, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jouanno.', with a long horizontal flourish underneath.

Chantal JOUANNO